

Extrait du registre des délibérations du Conseil communal

- Présents :** Michel Eylenbosch, *Président du Conseil* ;
Françoise Schepmans, *Bourgmestre* ;
Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, *Échevin(e)s* ;
~~Christian Magéras, Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Houria Ouberti, Mohammadi Chahid, Pierre Vermeulen, Paulette Piquard, Jamel Azaoum, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Khadija El Hajjaji, Dina Bastin, Danielle Evraud, Luc Léonard, Dirk De Block, Dirk Berckmans, Michaël Vossaert, Nader Rekik, Farida Tahar, Hassan Rahali, Shazia Manzoor, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Nicole Linders-Dubocage, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhloufi, Khadija Tamditi, Hassan Ouassari, *Conseillers communaux*~~ ;
Jacques De Winne, *Secrétaire du Conseil*.
- Excusé(s) :** Badia El Belghiti, Olivia P'ito, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Aït Jeddig, Tania Dekens, *Conseillers communaux*.

SÉANCE PUBLIQUE DU 26.11.14

#Objet : Taxes communales – Taxe sur les panneaux publicitaires – Modification pour 2015 à 2018 inclus.#

Taxes

LE CONSEIL,

- Vu l'article 170 de la Constitution ;
Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;
Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;
Vu l'A.R. du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation dans les provinces et les communes ;
Vu le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire du 9 avril 2004 publié au Moniteur Belge le 26 mai 2004 ;
Revu le règlement de la taxe sur les panneaux publicitaires, établi par décision du Conseil communal du 17 décembre 2012 pour les exercices 2013 à 2016 inclus ;
Vu la situation financière de la Commune ;
Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;
Considérant que le présent règlement a comme objectif de réduire les nuisances visuelles portées à l'espace public et qu'il est manifeste que la Commune a des compétences en matière urbanistique et environnementale ;
Considérant que les exonérations visées par le présent règlement sont justifiées eu égard à l'intérêt général poursuivi ;
Vu la situation financière de la Commune ;
Sur proposition du Collège échevinal du 17 novembre 2014 ;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices **2015 et 2018 inclus**, une taxe annuelle sur les panneaux publicitaires exploités à des fins commerciales.

Article 2

Par panneau publicitaire, on entend toute construction en quelque matériau que ce soit, située le long de la voie publique ou à tout endroit à ciel ouvert visible de la voie publique, destinée à recevoir de la publicité par collage, agrafage, peinture ou par tout autre moyen à l'exclusion de celle figurant sur les enseignes et la signalisation des voiries, lieux et établissements d'intérêt général ou à vocation touristique ;

Article 3

Le taux de la taxe est fixé à :

- 26,00 EUR par m² / dispositif de moins de 1 m²/ an ;
- 50,00 EUR par m² / dispositif / an ;
- 75,00 EUR par m² / dispositif / an pour les dispositifs situés en ZICHEE, zone de protection d'un site classé ou espace structurant comme défini au PRAS ;
- 100,00 EUR par m² / dispositif / an pour les dispositifs placés sans autorisation ou n'ayant plus d'autorisation ;

Le taux de la taxe est calculé par m² de surface utile, c'est à dire la surface susceptible d'être utilisée pour l'affichage, à l'exclusion de l'encadrement.

Pour les dispositifs publicitaires équipés de plusieurs faces publicitaires, le taux de la taxe est multiplié par le nombre de faces publicitaires.

Pour les dispositifs publicitaires équipés d'un système permettant la succession ou le défilement de plusieurs publicités sur une même face, le taux de la taxe est doublé.

Lorsque la surface du dispositif publicitaire diffère de la surface publicitaire visible, la taxe est calculée sur base de la surface publicitaire visible.

Article 4

La taxe est due en entier pour toute l'année en cours, quelle que soit la date à partir de et jusqu'à laquelle il y a utilisation du panneau.

Il ne sera accordé aucune remise ou restitution pour quelque cause que ce soit.

Article 5

La taxe est due principalement par la personne physique ou morale au nom de laquelle l'autorisation de placement du dispositif a été donnée par l'Autorité communale compétente.

A défaut d'autorisation de placement de l'Autorité communale compétente, la taxe est mise à charge de la personne physique ou morale au nom de laquelle est établie la publicité.

Le propriétaire, personne physique ou morale, du bien bâti ou non bâti, est solidairement responsable du paiement de la taxe due par le redevable.

Article 6

Sont exonérés :

- Les panneaux installés en un lieu donné qui font connaître le commerce ou l'industrie qui s'y exploitent ;
- Les panneaux utilisés pour leur compte personnel par une personne morale de droit public, une ASBL ou un organisme d'utilité publique ne poursuivant aucun but lucratif ;
- Les panneaux placés occasionnellement lors de fêtes locales ;
- Les panneaux électoraux placés par la commune.

Article 7

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule est tenu d'en réclamer une au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné.

Le redevable est tenu, le cas échéant, de notifier à l'administration communale, les modifications, déplacements ou suppressions de panneaux intervenus en cours d'exercice.

Article 8

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office seront majorées conformément à l'échelle des accroissements de la manière suivante :

- Absence de déclaration due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Absence de déclaration sans intention d'éluder la taxation : 10 %
- Absence de déclaration avec intention d'éluder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Déclaration incomplète ou inexacte sans intention d'éluder la taxation : 10 %
- Déclaration incomplète ou inexacte avec intention d'éluder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte accompagnée de faux ou d'un usage de faux ou d'une tentative de corruption de fonctionnaire : 200 %

L'accroissement initialement prévu sera doublé si le fait générateur de l'accroissement se reproduit l'année suivante sans que la majoration puisse excéder le double de la taxe due.

Article 9

La taxe est perçue par voie de rôles. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 10

Les règles relatives à l'établissement, au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales fixées par l'ordonnance du 3 avril 2014 sont applicables dans leur intégralité.

Article 11

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 12

Ce règlement remplace, à partir de l'exercice 2015, le règlement de la taxe sur les panneaux publicitaires établi par décision du Conseil communal du 17 décembre 2012 pour les exercices 2013 à 2016 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
34 votants : 24 votes positifs, 10 abstentions.

PAR LE CONSEIL :

(s.) Le Secrétaire du Conseil,
Jacques De Winne

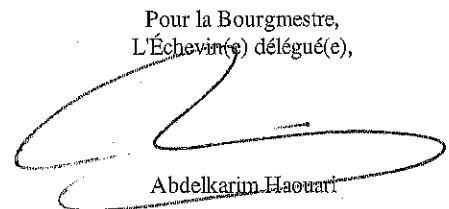
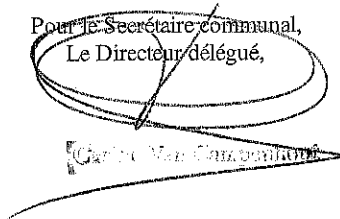
(s.) Le Président du Conseil,
Michel Eylenbosch

POUR EXTRAIT CONFORME :
Molenbeek-Saint-Jean, le 03 décembre 2014,

PAR ORDONNANCE :

Pour le Secrétaire communal,
Le Directeur délégué,

Pour la Bourgmestre,
L'Échevin(e) délégué(e),



Abdelkarim Haouari

Uittreksel uit het register van de notulen van de Gemeenteraad

- Aanwezig :** Michel Eylenbosch, *Voorzitter van de Raad* ;
Françoise Schepmans, *Burgemeester* ;
Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, *Schepenen* ;
~~Christian Magérus, Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Houria Ouberti, Mohammadi Chahid, Pierre Vermeulen, Paulette Piquard, Jamel Azaoum, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Khadija El Hajjaji, Dina Bastin, Danielle Evraud, Luc Léonard, Dirk De Block, Dirk Berckmans, Michaël Vossaert, Nader Rekik, Farida Tahar, Hassan Rahali, Shazia Manzoor, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Nicole Linders-Dubocage, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhroufi, Khadija Tamditi, Hassan Ouassari, Gemeenteraadsleden ;~~
Jacques De Winne, *Secretaris van de Raad* .
- Verontschuldigd :** Badia El Belghitti, Olivia P'tito, Mohamed El Abboudi, Lhouciné Aït Jeddig, Tania Dekens, *Gemeenteraadsleden* .

OPENBARE ZITTING VAN 26.11.14

#Onderwerp : Gemeentebelastingen – Belasting op de reclameborden – Wijziging voor 2015 tot 2018 inbegrepen. #

Belastingen

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening van 9 april 2004, verschenen in het Belgisch Staatsblad van 26 mei 2004;

Herzien op het belastingsreglement betreffende de reclameborden goedgekeurd in zitting van de Gemeenteraad van 17 december 2012 voor de dienstjaren 2013 tot 2016 inbegrepen;

Overwegende dat het doel dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen, en overwegende dat, tot het bereiken van dit doel, het juist blijkt om met de belastingcapaciteit van de belastingbetalers rekening te houden, en dit in de wettelijke bezorgdheid een rechtvaardige verdeling van de belastingsdruk te waarborgen;

Overwegende dat bij het onderhavig reglement wordt gestreefd naar een vermindering van de visuele hinder voor de openbare ruimte, en dat de Gemeente uiteraard bevoegdheden heeft op stedenbouwkundig en milieuvlak;

Overwegende dat de vrijstellingen bedoeld door het onderhavig reglement gerechtvaardigd worden gelet op het beoogde algemeen nut;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Op voorstel van het Schepencollege van 17 november 2014;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren **2015 en 2018 inbegrepen**, een jaarlijkse belasting geheven op reclameborden die voor commerciële doeleinden gebruikt worden.

Artikel 2

Onder reclamebord wordt iedere constructie verstaan, in om het even welk materiaal, die zich langsheen de openbare weg bevindt, of op om het even welke plaats in de open lucht die zichtbaar is vanaf de openbare weg, bestemd om er publiciteit op aan te brengen door aanplakking, hechting, beschildering of door gebruik van om het even welk ander middel, met uitzondering van de constructies die men aantreft als uithangborden en signalisatie van wegen, locaties en instellingen van algemeen nut, of met een toeristische bestemming;

Artikel 3

De basisbelasting wordt vastgesteld op:

- 26,00 EUR per m² / reclamebord van minder dan 1 m²/ jaar;
- 50,00 EUR per m² / reclamebord / jaar;
- 75,00 EUR per m² / reclamebord / jaar voor reclameborden die geplaatst zijn in GCHEWS, een zone ter bescherming van een geklasseerde site of structureerende ruimte zoals bepaald in het GBP;
- 100,00 EUR per m² / reclamebord / jaar voor reclameborden die aangebracht zijn zonder toestemming, of waarvoor geen toestemming meer verleend is;

Het bedrag van de belasting wordt berekend per m² van de nuttige oppervlakte, dat wil zeggen de oppervlakte die kan gebruikt worden voor reclame, met uitzondering van de omlijsting.

Voor de reclameborden voorzien van meerdere zijden met reclame, wordt het bedrag van de belasting vermenigvuldigd met het aantal zijden met reclame.

Voor reclameborden uitgerust met een systeem waarmee meerdere reclames op eenzelfde zijde achtereenvolgens worden getoond, wordt de belasting verdubbeld.

Indien de oppervlakte van het reclamebord verschillend is dan de zichtbare oppervlakte met reclame, wordt de belasting berekend op basis van de zichtbare oppervlakte met reclame.

Artikel 4

De belasting is geheel verschuldigd voor het hele lopende jaar, ongeacht sinds wanneer en tot wanneer het reclamebord gebruikt wordt.

Er wordt geen enkele vermindering of teruggave toegestaan ongeacht de reden.

Artikel 5

De belasting is hoofdelijk verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon in wiens naam de vergunning voor het plaatsen van het reclamebord afgeleverd werd door de bevoegde gemeentelijke overheid.

Bij gebrek aan vergunning van de bevoegde gemeentelijke overheid, wordt de belasting gevestigd ten laste van de natuurlijke of rechtspersoon voor wie de publiciteit aangeplakt werd.

De eigenaar, natuurlijke of rechtspersoon, van het bebouwde of niet-bebouwde goed, is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting verschuldigd door de belastingschuldige.

Artikel 6

Worden vrijgesteld:

- De reclameborden die op een bepaalde plaats de uitoefening van een handel of een bedrijf aankondigen;
- De borden gebruikt voor eigen rekening, door een publiekrechtelijke persoon, door een VZW of door een instelling van openbaar nut die geen winstoogmerk nastreeft;
- De borden geplaatst ter gelegenheid van lokale feesten;
- De verkiezingspanelen geplaatst door de gemeente.

Artikel 7

Het gemeentebestuur stuurt een verklaringsformulier naar de belastingplichtige, die dit document, behoorlijk ingevuld en ondertekend, vóór de erin vermelde vervaldatum, dient terug te sturen. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft is gehouden er één aan te vragen vóór 31 december van het betreffende dienstjaar.

De belastingplichtige betekent, in voorkomend geval, aan het Gemeentebestuur, de wijzigingen, verplaatsingen of verwijderingen van borden die in de loop van het jaar plaatsvonden.

Artikel 8

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd.

De belastingen die ambtshalve worden ingekohierd, worden als volgt verhoogd overeenkomstig de schaal van de vermeerderingen:

- Geen aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Geen aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Geen aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Onvolledige of onjuiste aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken:

10 %

- Onvolledige of onjuiste aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken:

50 %

- Onvolledige of onjuiste aangifte, gekoppeld aan valsheid, gebruik van valse stukken of poging tot omkoping van de ambtenaar: 200 %

De aanvankelijk voorziene vermeerdering zal verdubbeld worden als het feit dat de vermeerdering doet ontstaan, zich het daaropvolgende jaar herhaalt; deze vermeerdering mag echter het dubbele van de verschuldigde belasting niet overschrijden.

Artikel 9

De belasting wordt ingevorderd via kohieren. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 10

De regels betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen vastgesteld door de ordonnantie van 3 april 2014 zijn van toepassing.

Artikel 11

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de interesten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 12

Huidig reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2015, het belastingsreglement betreffende de reclameborden, ingesteld door het besluit van de Gemeenteraad van 17 december 2012 voor de dienstjaren 2013 tot 2016 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

34 stemmers : 24 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

VANWEGE DE RAAD :

(get.) De Secretaris van de Raad,
Jacques De Winne

(get.) De Voorzitter van de Raad,
Michel Eylenbosch

VOOR EENSLUIDEND VERKLAARD AFSCHRIFT :
Sint-Jans-Molenbeek, 03 december 2014,

OP LAST :

Voor de Gemeentesecretaris,
De afgevaardigde Directeur,

Carine Van Campenhout



Voor de Burgemeester,
De afgevaardigde Schepenen,

Abdelkarim Haouari